







Toutes et tous en grève le jeudi 19 mars

Après la formidable mobilisation du 29 janvier et les quelque 2,5 millions de manifestants, les réponses du gouvernement ne sont pas à la hauteur, et c'est un euphémisme, des attentes des salariés! Sarkozy refuse toute hausse du SMIC et répond non à toutes les revendications. Ainsi, le 19 mars, toutes les confédérations, toutes les fédérations de fonctionnaires appellent à la grève.

42 milliards distribués aux entreprises (Plan de relance, suppression de la part «investissements productifs» de la Taxe Professionnelle...), lesquels s'ajoutent aux 430 milliards mobilisés pour les banques, d'un côté et, de l'autre, **pour les plus bas revenus**, **2,8 milliards** (suppression des 2 derniers acomptes provisionnels sur la 1ère tranche de l'IR, revalorisation des allocations logement, rentrée scolaire,...).

NON, DECIDEMENT, LE COMPTE N'Y EST PAS !!!

Le « sommet social » Fonction Publique du 3 mars a vite tourné court. Sur toutes les revendications (augmentation générale des salaires, arrêt des suppressions d'emplois, abandon du projet de loi sur la mobilité...), c'est NON. Les Ministres Woerth et Santini ne veulent rien savoir et ne pensent qu'à continuer leur politique régressive!

A la DGFIP, Parini tente de passer en force : il veut imposer dans l'urgence le Guichet Fiscal Unique et les SIP, poursuivre la politique de suppression des emplois et d'harmonisation des régimes indemnitaires et des règles de gestion au rabais. Bien évidemment, dans les Hauts-de-Seine, le responsable de la DLU précipite les travaux d'installation des SIP.

CONTINUONS LA LUTTE CAR LA LUTTE PAIE!

Oui, aux Antilles, la lutte unitaire et coordonnée des salariés a abouti sur un accord historique : 200€ sur les bas salaires, une baisse des prix sur les produits de 1ère nécessité, sur l'essence, des mesures pour l'emploi, une prise en compte de l'avis des salariés dans la conduite économique de leurs territoires...

NOUS AUSSI, UNIS, NOUS POUVONS GAGNER SUR LES REVENDICATIONS ET LES FAIRE RECULER!

A la DGFiP, et notamment dans le département, nos revendications sont nombreuses :

- Pérennisation de nos missions (Assiette—Recouvrement—Secteur Public Local),
- Respect du principe de la séparation ordonnateur comptable et assiette recouvrement,
- Comblement immédiat des vacances d'emplois et arrêt des suppressions d'emplois,
- En finir avec la RGPP et son lot de destructions d'emplois, de restructurations, d'abandons de missions, de remise en cause des statuts,
- Maintien des droits statutaires et des garanties existantes (congés, autorisations d'absence, mutations, affectations),
- Obtenir le retrait du projet de loi sur la mobilité, véritable danger contre le statut de la fonction publique.
- Maintien et renforcement de toutes implantations actuelles (Impôts-Trésor). Arrêt de la mise en place des SIP qui se fait à marche forcée : les premières expérimentations s'avèrent désastreuses tant pour les missions que pour les conditions de travail
- Augmentation générale des salaires (le point d'indice) et des retraites à hauteur de l'inflation et rattrapage des pertes antérieures.
- Non à la PFR (Prime de Fonction et de Résultats) et non à la rémunération au mérite
- Rétablissement du bloc foncier et du CDIF. Maintien du zonage Nord-Sud pour les EDRA-ALD

TOUS EN GREVE ET A LA MANIF LE 19 MARS 14H à REPUBLIQUE vers NATION via BASTILLE